

Cote du document:	<u>EB 2009/98/R.36/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>17 d) i)</u>
Date:	<u>17 décembre 2009</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil pour le

Projet de développement durable dans les régions de Carirí et Seridó (PROCASE)

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Iván Cossio

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2343
courriel: i.cossio@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du financement	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	3
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	4
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	5
III. Recommandation	6
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

EMATER	Entreprise d'État d'assistance technique et de vulgarisation rurale
EMEPA-PB	Entreprise de recherche agricole de l'État de la Paraíba
UGP	Unité de gestion du projet
PRONAF	Programme national pour le renforcement de l'agriculture familiale
SECTMA	Secrétariat aux sciences, à la technologie et à l'environnement
SEDAP	Secrétariat au développement agricole et à la pêche
SETDE	Secrétariat au tourisme et au développement économique

Recommandation pour approbation

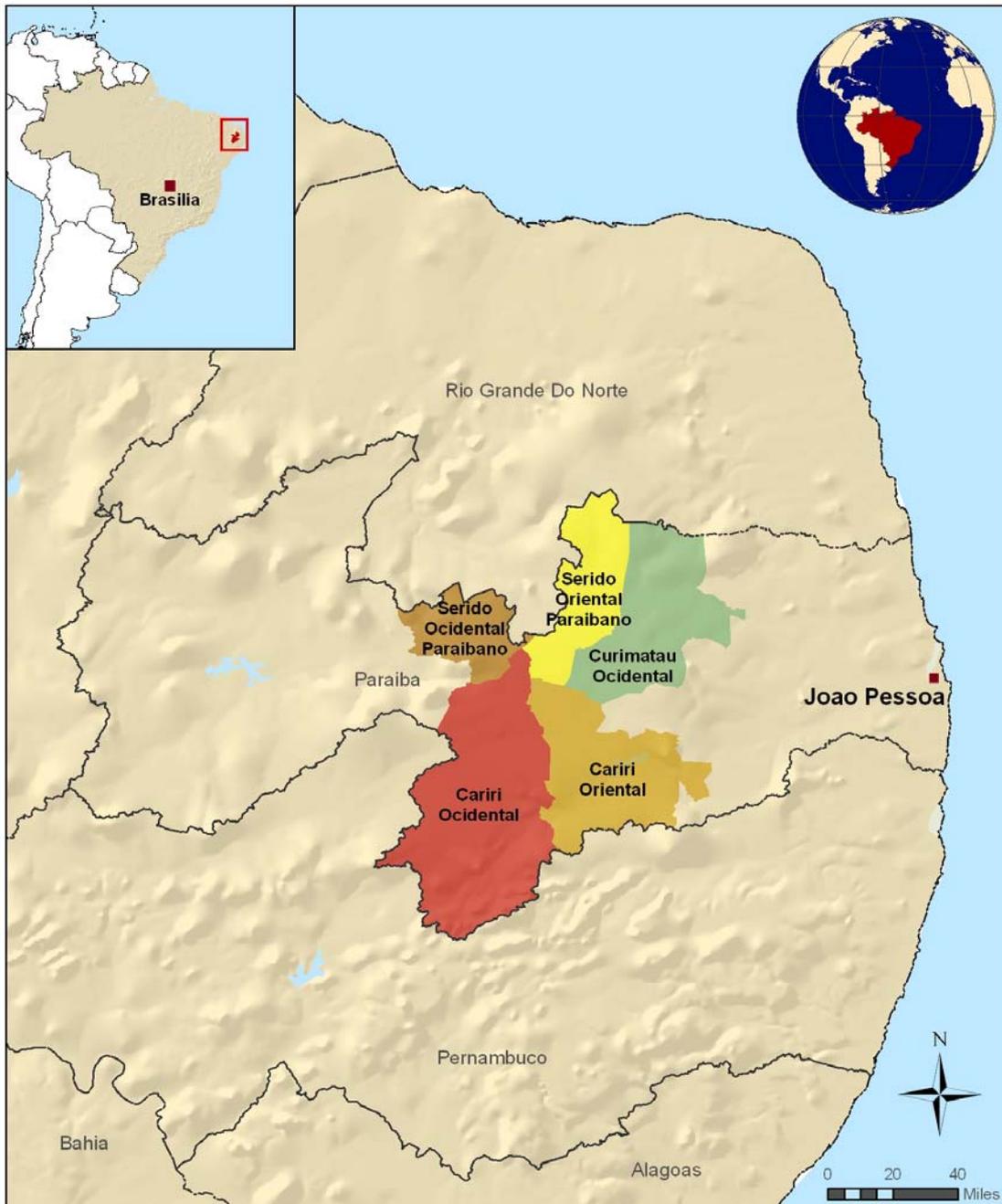
Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil pour le projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE), telle qu'elle figure au paragraphe 38.

Carte de la zone du projet

Brazil

Cariri and Seridó Sustainable Development Project (PROCASE)

Territories of the project area



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

État de la Paraíba en République fédérative du Brésil

Projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	État de la Paraíba en République fédérative du Brésil
Organisme d'exécution:	Secrétariat au développement agricole et à la pêche
Coût total du projet:	49,69 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	15,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 25 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, assortis d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé de façon semestrielle par le Fonds
Contribution de l'emprunteur:	15,50 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	9,19 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil pour le projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE)

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La justification de ce projet dans la région semi-aride de la Paraíba tient aux éléments suivants: i) l'incidence élevée de la pauvreté rurale; ii) le potentiel économique sous-exploité de la région; iii) le développement insuffisant des entreprises rurales tournées vers les marchés, au cours des deux dernières décennies, en raison de la priorité donnée à l'infrastructure sociale; et iv) de graves problèmes environnementaux. Par conséquent, le projet est conçu pour exploiter le potentiel économique de la région afin de développer les possibilités d'emploi et les sources de revenus durables au profit du groupe cible. Des initiatives à visée productive seront associées à des améliorations de la gestion des ressources naturelles et complétées par le renforcement du capital humain et social.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil un prêt d'un montant de 15,55 millions de DTS (équivalant approximativement à 25 millions d'USD), à des conditions ordinaires, pour contribuer au financement du projet de développement durable dans les régions de Cariri et Seridó (PROCASE). Le prêt aura une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé de façon semestrielle par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Brésil au titre du SAFP est de 50,41 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009).

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. La dette extérieure de l'État de la Paraíba est gérée dans le cadre de la politique financière stricte du Gouvernement fédéral brésilien. Ce dernier a autorisé le Gouvernement de l'État de la Paraíba à emprunter 25,0 millions d'USD au FIDA et a exprimé son intention de signer un accord de garantie. L'État de la Paraíba a les capacités nécessaires pour absorber et rembourser le prêt proposé.

Flux de fonds

5. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront déposés sur un compte géré par le Gouvernement de l'État de la Paraíba et mis à la disposition de l'organisme d'exécution et de co-exécution. Les demandes de retrait sur ce compte devront être faites par la (les) personne(s) désignée(s) par le gouvernement de l'État.

Modalités de supervision

6. Le projet sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est envisagée.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) audits annuels indépendants conformément aux directives du FIDA et aux normes internationales d'audit; ii) supervision directe et appui à l'exécution par le FIDA; et iii) mécanismes transparents pour l'allocation

de ressources financières aux bénéficiaires, y compris des garde-fous contre l'accaparement par les élites.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. La population cible du projet est constituée d'environ 28 000 ménages ruraux pauvres, dont 25 000 petits exploitants démunis et 3 000 ménages ruraux sans terre qui se consacrent à l'artisanat, à l'extraction minière et à d'autres activités à petite échelle. Sur ce total, quelque 11 000 ménages ruraux vivent dans des conditions d'extrême pauvreté.

Méthode de ciblage

10. La stratégie de ciblage du projet est conforme à la politique du FIDA en la matière et tient compte des enseignements tirés des précédentes interventions du Fonds. L'accent sera mis sur l'adoption des mesures appropriées pour atteindre effectivement les groupes défavorisés tels que les femmes, les jeunes et les personnes d'ascendance africaine. La stratégie s'appuiera sur des mécanismes complémentaires en fonction des activités: i) une approche axée sur la demande par le biais d'un autociblage; ii) une approche axée sur l'offre par le biais d'un processus de ciblage sélectif basé sur des critères d'éligibilité; et iii) un ciblage inclusif.

Participation

11. La participation des bénéficiaires du projet est prévue à travers plusieurs mécanismes: i) l'identification et la formulation participatives de projets rentables; ii) des autoévaluations par les bénéficiaires; iii) la présence de représentants des producteurs pauvres au sein du comité de pilotage du projet; et iv) la participation progressive des représentants des bénéficiaires aux ateliers de planification et d'évaluation.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le but d'ensemble du projet est de contribuer au développement de l'économie rurale et de réduire les niveaux d'extrême pauvreté de la population des campagnes – femmes, hommes et jeunes – qui vit dans la région semi-aride de la Paraíba. Il s'agit d'y améliorer, de façon durable, les revenus agricoles et non agricoles, les possibilités d'emploi, les moyens de production, les capacités organisationnelles et les pratiques environnementales des bénéficiaires du projet.
13. Les objectifs spécifiques consistent à: i) développer le capital humain et social; ii) améliorer la production des petits exploitants et accentuer leur compétitivité sur les marchés; iii) lutter contre la désertification et promouvoir la gestion durable du biome de la *caatinga*¹; et iv) consolider le cadre institutionnel et le système de vulgarisation dans la zone du projet.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. L'un des objectifs spécifiques est de renforcer les capacités des institutions rurales clés afin qu'elles soient à même de mettre au point des systèmes d'assistance technique et d'appliquer des politiques de développement rural dans la région semi-aride. Le principe sous-jacent est de s'attacher à consolider les organisations de producteurs et les services publics existants pour garantir la viabilité institutionnelle.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Les objectifs et l'approche du projet sont alignés sur les politiques et le Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA. Le projet est pleinement en phase avec l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays, étant donné que ses éléments clés

¹ La *caatinga* est un biome des forêts sèches du nord-est du Brésil, région caractérisée par une végétation arbustive et épineuse xérique composée essentiellement de petits arbustes épineux qui perdent leurs feuilles de manière saisonnière.

comprennent: i) une focalisation sur la zone semi-aride; ii) un groupe cible composé de producteurs et d'ouvriers ruraux pauvres travaillant dans les sphères agricole et non agricole, avec une attention spéciale portée aux femmes, aux jeunes et aux personnes d'ascendance africaine; iii) la création de possibilités d'emploi et de sources de revenus agricoles et non agricoles; iv) une composante de gestion des ressources naturelles qui complète le développement productif; et v) une gestion des connaissances liée à la coexistence dans des conditions semi-arides.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Les objectifs du projet sont en totale conformité avec ceux du Plan pluriannuel 2008-2011 de l'État de la Paraíba. Ce plan illustre l'engagement fort du gouvernement de l'État en faveur de la réduction de la pauvreté, de l'existence dans des conditions semi-arides, de l'atténuation du processus de désertification et de l'utilisation durable des ressources naturelles.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet proposé est conçu pour coordonner ses activités, directement ou indirectement, avec presque tous les acteurs majeurs du développement qui opèrent actuellement dans l'État de la Paraíba. Cela inclut notamment les programmes du gouvernement fédéral tels que le Programme national pour le renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) et le Projet de réduction de la pauvreté rurale dans la Paraíba (Cooperar) financés par la Banque mondiale.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend cinq composantes: i) développement social et humain (5,1% du coût de base); ii) développement de la production et intégration à des marchés concurrentiels (80,5%); iii) gestion durable des ressources naturelles (6,5%); iv) développement institutionnel (2%); et v) unité de gestion du projet (5,9%).

Catégories de dépenses

19. Il y a six catégories de dépenses: i) fonds d'investissement (62% du coût de base); ii) équipement et véhicules (2%); iii) formation (11%); iv) accords et contrats relatifs aux services techniques (4%); v) salaires (16%); et vi) frais de fonctionnement (4%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. L'organisme d'exécution sera le Secrétariat au développement agricole et à la pêche (SEDAP), tandis que la co-exécution sera assurée par: i) l'Entreprise d'État d'assistance technique et de vulgarisation rurale (EMATER); ii) l'Entreprise de recherche agricole de l'État de la Paraíba (EMEPA-PB); iii) le Secrétariat au tourisme et au développement économique (SETDE); et iv) le Secrétariat aux sciences, à la technologie et à l'environnement (SECTMA).
21. Le projet créera un comité de pilotage du projet présidé par le Secrétaire du SEDAP et composé de représentants des secrétariats compétents, des producteurs ruraux pauvres, des forums territoriaux et des organisations de la société civile.

Responsabilités en matière d'exécution

22. En tant qu'organisme d'exécution, le SEDAP mettra sur pied une unité de gestion du projet (UGP) qui sera responsable de la planification et de la supervision des opérations, de l'élaboration et du suivi des accords avec les organismes de co-exécution, du transfert des ressources et de la préparation de rapports méthodiques. L'UGP décentralisera la gestion du projet vers six bureaux régionaux de l'EMATER, où les équipes techniques seront consolidées et comprendront du personnel issu de chaque organisme de co-exécution.

23. Le Comité de pilotage aura la charge d'examiner et d'approuver le plan de travail et budget annuel ainsi que les rapports officiels à envoyer au FIDA et aux pouvoirs publics. Le comité interviendra également dans les décisions stratégiques se rapportant à l'exécution du projet.

Rôle de l'assistance technique

24. Pour garantir un bon recensement des possibilités économiques et une mise en œuvre efficace des plans commerciaux, le projet renforcera l'assistance technique et le système de vulgarisation. Des partenariats seront en outre favorisés entre les organismes de recherche et de vulgarisation, les organismes privés et les organisations de producteurs, par l'intermédiaire des systèmes et réseaux privés existants et d'un appui aux services publics de vulgarisation.

Situation des principaux accords d'exécution

25. Le SEDAP conclura des accords avec les organismes de co-exécution que sont l'EMATER, l'EMEPA-PB, le SETDE et le SECTMA, qui se verront donner les moyens de mettre en œuvre les activités du projet dans leurs zones d'intervention respectives. Des accords et/ou contrats basés sur les résultats seront également passés avec d'autres institutions et organismes comme des universités, organisations de producteurs et organisations de la société civile.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

26. Le coût total du projet est de 49,69 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont le FIDA (50,3%), l'État de la Paraíba (24,3%), le PRONAF (7%) et les bénéficiaires (18,4%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

27. Les estimations préliminaires montrent qu'environ 18 500 ménages ruraux pauvres bénéficieront directement du projet, répartis comme suit: i) 14 000 petits producteurs (exploitants familiaux, mineurs modestes et artisans), grâce à la composante de développement de la production et d'intégration aux marchés concurrentiels; ii) 500 producteurs, par l'intermédiaire de la composante de gestion durable des ressources naturelles; et iii) 4 000 jeunes ruraux, dans le cadre de la composante de développement social et humain. En outre, 10 000 élèves participeront à des activités éducatives portant sur la coexistence dans des conditions semi-arides. On évalue à environ 7 800 le nombre de femmes qui bénéficieront directement des activités de développement de la production et d'enseignement technique.

Viabilité économique et financière

28. Dix systèmes représentant les activités agricoles et non agricoles ont été mis au point conformément aux caractéristiques agro-écologiques et au potentiel économique de la zone du projet, et l'on s'attend à ce que ce dernier ait un impact notable sur la productivité de ces systèmes. Sur cette base, le taux de rentabilité économique est estimé à 21,5% et la valeur actuelle nette à 68,3 millions d'USD pour des coûts d'opportunité de capital s'établissant à 4,2%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

29. Le projet élaborera une stratégie de communication et de gestion des connaissances, étant donné qu'il présente un potentiel de partage des savoirs et de constitution de réseaux aux niveaux de l'État et de la région. Il favorisera les échanges entre les opérations du FIDA, les projets financés par d'autres donateurs, les programmes nationaux, les institutions régionales et les autres parties prenantes concernées, en particulier dans la zone semi-aride. L'UGP mènera des activités spécifiques de partage des savoirs et le personnel du projet basé dans les bureaux locaux facilitera

la transmission des informations aux organisations de producteurs et autres parties prenantes locales.

Innovations en matière de développement

30. Le projet comporte plusieurs éléments novateurs: i) la priorité est donnée au renforcement de l'accès des femmes et des jeunes aux marchés du travail et/ou de leur capacité à créer des entreprises rurales; ii) l'accent est mis sur la promotion d'activités productives rurales liées aux marchés, au lieu de se concentrer sur l'infrastructure sociale et de base; iii) des fonds sont alloués à la préservation des ressources naturelles et à la lutte contre la désertification; iv) la gestion des connaissances et les systèmes de suivi et d'évaluation sont utilisés pour diffuser les savoirs; et v) l'assistance technique, le financement de l'investissement par des dons et les réserves existantes de crédit à court terme sont combinés afin de développer l'entrepreneuriat rural.

Approche d'élargissement

31. Le projet étalera ses interventions dans le temps et, progressivement, il adaptera et élargira ses opérations en fonction des résultats obtenus. L'approche proposée est reproductible et pourra éventuellement être élargie à d'autres territoires de l'État de la Paraíba, de même qu'à d'autres États présentant un potentiel et des contraintes similaires. On prêtera une attention particulière à la promotion des activités de partage des connaissances avec les autres projets financés par le FIDA.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

32. Le projet est confronté à trois grands risques liés à des problèmes climatiques, commerciaux et institutionnels. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) assistance technique et investissements dans le domaine de la gestion des ressources hydrauliques; ii) élaboration de plans commerciaux, y compris une évaluation de marché, avant investissement, et renforcement des capacités de commercialisation des organisations de producteurs; iii) supervision directe par le FIDA, formation adaptée du personnel de l'UGP et des organismes de co-exécution; et iv) mise au point d'instruments juridiques comportant des dispositions adéquates pour s'assurer que la nomination des membres du personnel et leur remplacement à terme satisferont aux exigences du FIDA.

Classification environnementale

33. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne présente pas de risque notable pour l'environnement.

K. Durabilité

34. La durabilité post-projet sera garantie par les éléments suivants: i) le cadre institutionnel existant, qui est fermement attaché au développement des zones semi-arides; ii) le projet lui-même, conçu pour venir en complément des politiques et programmes existants, dont la mise en œuvre sera poursuivie par les organismes publics et privés permanents après la fin du projet; iii) le développement d'associations locales autonomes; et iv) la volonté résolue des gouvernements des États et de la fédération de réduire la pauvreté rurale et de soutenir l'agriculture familiale, qui devrait assurer la disponibilité des ressources à moyen et long terme.

II. Instruments juridiques et autorité

35. Un accord de financement entre l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil et le FIDA, et un accord de garantie distinct entre la République fédérative du Brésil et le FIDA, constituent les instruments juridiques aux termes desquels le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Il ne sera pas distribué copie de l'accord de financement négocié à la présente session. Le Conseil est prié d'approuver la proposition de projet pour l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil, sous réserve de l'achèvement des négociations de l'accord de

financement dans les six mois suivant cette décision. Une copie de l'accord de financement négocié sera distribuée lors d'une session future, de même qu'un document d'information sur tout changement notable apporté aux termes tels qu'approuvés par le Conseil.

36. L'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil est habilité, en vertu des lois brésiliennes, à recevoir un financement du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de ses lois, à garantir le prêt.
37. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

38. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à l'État de la Paraíba en République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à quinze millions cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (15 550 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Key reference documents

Country reference documents

Carta Consulta approved by the Federative Government of Brazil: *Projeto de Desenvolvimento do Cariri e Seridó: PROCASE*. May 2008.

Government of Paraíba: Multi-year Plan 2008-2011

Caprinocultura, estudio previo proyecto Paraíba, Sep-08

IFAD reference documents

Project design document and key files

Results-based COSOP 2008

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Logical framework

Narrative	Indicators (RIMS in italics)	Means of verification	Assumptions and Risks
Goal Rural economy of Paraiba's semi-arid region developed and poor rural households reduced their poverty levels	<ul style="list-style-type: none"> • 20% of households with improvements in household assets ownership index • 10% reduction in the prevalence of child malnutrition, by gender (h/a, w/a, w/h)* • Gross Domestic Product of Paraiba's semi-arid region grew by 5% 	<ul style="list-style-type: none"> • Project Baseline Survey • Mid-term and final results and impact evaluation • National statistical data (IBGE) 	
Purpose Project beneficiaries in Paraiba's semi-arid region sustainably improved their farm and off-farm income, productive assets, organizational capacities and environmental practices	<p>18 500 households directly benefited from project services</p> <ul style="list-style-type: none"> • 75% of beneficiary households increased both average farm and off-farm income by 20% • 10% annual increase in volumes and values of marketed products supported by the project, by product • 80 % of agricultural and non agricultural businesses operate profitably after three years • 4 300 jobs created by the economic activities supported by the project • Rural extension institutions are able to attend 15 200 rural poor families • 225 hectares of caatinga under good NRM practices • At least 80% of the producers' organizations supported by the project participate in territorial forums and councils 	<ul style="list-style-type: none"> • Local business register • Project Baseline Survey • Mid-term and final evaluation • Project's Management Information System • Co-executing agencies' reports • Systematizations of experiences • Specific studies on local economic activities • Participative beneficiaries' evaluations • National statistical data (IBGE) • Labour information system 	<ul style="list-style-type: none"> • Droughts • Land access and tenancy facilitated by GOB • Social infrastructure continue to be provided by the GOB • Targeted markets absorb incremental production • Policies to strengthen public extension services maintained • Land access problems
Component 1. Human and social development			
Output 1. Youngsters, men and women, benefited from technical and entrepreneurship education for better insertion in labour market and to develop businesses	<ul style="list-style-type: none"> • 4 000 rural poor youngsters jovens (50% of women) receive fellowship (US\$ 400 each) to attend technical and entrepreneurship training • 1 200 youngsters (50% of women) benefited from US\$ 400 fellowship to design business plan • 80% of the youngsters who designed business plans have access to financing sources to implement their project 	<ul style="list-style-type: none"> • Mid-term and final evaluation • Project's MIS • Co-executing agencies' reports • Participative beneficiaries' evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> • SECTMA does not establish the necessary partnerships to implement the program • Technical education programs inadequate to labour market demand
Component 2: Productive development			
Output 2. Rural poor producers supported to improve their organizational capacities, design and implement productive projects and improve their access to markets Output 3. Small producers access to technical assistance and financial resources to improve agricultural and no-agricultural production	<ul style="list-style-type: none"> • 11 600 farmers, 1 400 small miners and 1 000 artisans, organized in at least 54 associations and cooperatives, benefited from training and technical assistance on organizational strengthening • Producers' associations and cooperatives develop at least 2 second-tier cooperatives to provide marketing and technical assistance services to their members • 14 000 small producers (40% of women and 20% of women heading households) trained in agricultural and non agricultural production techniques (disaggregated by production and gender) • 32 extension officers supervise 200 local development agents (50% of women) • USD 25.8 million from the Productive Investment Fund are allocated to 11 200 small producers through the Business Plans, by production • 11 200 small producers receive USD 3.25 million to finance short-term credit (including PRONAF) • 36 agricultural and non agricultural businesses supported for better insertion in the markets • At least 700 women artisans receive technical assistance and financial resources to develop their businesses 	<ul style="list-style-type: none"> • Mid-term and final evaluation • Specific studies of local economic activities • Project's (MIS) and AWPB • Technical partners' reports • Systematizations of experiences • Beneficiaries' evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> • Local participation policies maintained • Droughts • Co-operative mismanagement • Grassland expansion in caatinga • Negative impacts of mining industries • Land access and tenancy facilitated by GOB • Policies to strengthen public extension services maintained • Targeted markets absorb incremental production
Component 3. Natural resources management and mitigation of desertification			
Output 4. Sustainable management of natural resources promoted, including techniques and knowledge to mitigate desertification process	<ul style="list-style-type: none"> • 450 producers trained and financed to establish 450 agro-forestry systems and 30 demo units • A pilot system for payments for environmental services to small producers set up • At least 80% extension officers and local development agents trained in natural resources management techniques (50% of women) • 150 school teachers trained in natural resources management techniques attending 10 000 pupils (50% of women) 	<ul style="list-style-type: none"> • Mid-term and final evaluation • Specific studies on NRM • Project's (MIS) and AWPB • Technical partners' reports • Systematizations of experiences • Beneficiaries' evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> • Droughts • Land access and tenancy facilitated by GOB • Present policies to strengthen public extension services maintained
Component 4. Institutional strengthening			
Output 5. Rural institutions supported to strengthen their capacities regarding provision of technical assistance and implementation of rural development policies in the semi-arid region	<ul style="list-style-type: none"> • Staff of project partner agencies, representatives from municipal councils and producers' organizations attend 27 training events on territorial planning, rural development and participative local governance • 5 successful development experiences systematized • 6 consortiums workshops organized • 50 small producers' representatives trained on rural development issues (50% of women) 	<ul style="list-style-type: none"> • Mid-term and final evaluation • Project's (MIS) and AWPB • Systematizations of experiences and case studies • Policy and strategy documents produced • Beneficiaries' evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> • Local governance and local participation policies and legislation maintained
Component 5. Project management, monitoring and evaluation			
Output 6. Effective project management unit established and operational	<ul style="list-style-type: none"> • 3 regional offices are set-up and composed by staff from EMATER, SETDE and SECTMA • Supervision mission rate project technical and financial management as satisfactory • At least 70% of interventions/activities effectively implemented as planned in AWPB • At least 40% of project staff are women • Project MIS and M&E system operational (baseline survey, RIMS, participatory evaluations, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Project's MIS • Audit reports • Supervision reports • Technical partners' reports and M&E system • Project AWPB 	<ul style="list-style-type: none"> • Changes in Government might imply staff turn-over • The PMU is adequately trained to implement the project

